

Annexe Règlement intérieur d'un organisme de formation (voir FICHE 23-16)

NDLR: le règlement intérieur proposé par Centre Inffo concerne les actions de formation qui se déroulent dans les locaux de l'organisme de formation.

- Ce modèle donné à titre d'exemple intègre les mentions qui doivent obligatoirement figurer dans un tel document. Il convient:
 - · de compléter les zones en italique ;
 - d'y insérer les règles d'hygiène et de sécurité applicables dans votre établissement ;
 - de l'adapter aux risques encourus spécifiques dans vos formations et vos établissements de formation;

 - d'adapter le vocabulaire utilisé. Si vous vous inspirez du règlement intérieur applicable aux salariés de votre établissement, évitez les mots du type
 - "salarié" ou "licenciement" inadapté pour un stagiaire suivant vos actions de formation ;
 - de l'adapter lorsque vous intervenez dans des locaux mis à disposition (locaux du client ou loué). A ce titre, il conviendra :
 - de renvoyer aux règles d'hygiène et de sécurité du règlement intérieur du client, pour les formations ayant lieu dans ses locaux pour la formation de

 - de transmettre et de faire respecter les dispositions relatives à la discipline et à la représentation des stagiaires de votre règlement intérieur. • de l'adapter si vous avez notamment prévu des visites extérieures avec les stagiaires si un travail personnel est demandé au stagiaire en dehors des • de l'adapter si vous décidez de mettre en place une commission de discipline dans le cadre de la procédure disciplinaire. Vous devez transmettre impérativement le règlement intérieur au stagiaire au plus tard avant son inscription définitive et avant tout règlement de frais s'il s'agit d'un stagiaire titulaire d'un contrat de formation professionnelle (art. L6353-8 du Code du travail).
 - Dans l'hypothèse de formations à destination de salariés (au titre du plan de formation ou du DIF), il est généralement admis par la Direccte, que l'organisme de formation remette un exemplaire du règlement intérieur, à charge pour l'employeur de le transmettre aux salariés qui vont suivre l'action

RÈGLEMENT INTÉRIEUR D'UN ORGANISME DE FORMATION ÉTABLI CONFORMÉMENT AUX ARTICLES L6352-3 ET L6352-4 ET R6352-1 À R6352-15 DU CODE DU TRAVAIL

PRÉAMBULE ARTICLE 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement s'applique à toutes les personnes participantes à une action

de formation organisée par [nom de l'organisme de formation]. Un exemplaire est remis à chaque stagiaire. Le règlement définit les règles d'hygiène et de sécurité, les règles générales et permanentes relatives à la discipline ainsi que la nature et l'échelle des sanctions pouvant être prises vis-à-vis des stagiaires qui y contreviennent et les garanties procédurales applicables lorsqu'une sanction est envisagée.

[Il détermine également les règles de représentation des stagiaires pour les formations d'une durée supérieure à 500 heures] (NDLR : mention à prévoir si vous organisez de telles actions de formation). Toute personne doit respecter les termes du présent règlement durant toute la

durée de l'action de formation. SECTION 1 : RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

ARTICLE 2 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

La prévention des risques d'accidents et de maladies est impérative et exige de chacun le respect :

- des prescriptions applicables en matière d'hygiène et de sécurité sur les lieux - de toute consigne imposée soit par la direction de l'organisme de formation soit
- mis à disposition. Chaque stagiaire doit ainsi veiller à sa sécurité personnelle et à celle des autres en respectant, en fonction de sa formation, les consignes générales et particulières en matière d'hygiène et de sécurité.

par le constructeur ou le formateur s'agissant notamment de l'usage des matériels

S'il constate un dysfonctionnement du système de sécurité, il en avertit immédiatement la direction de l'organisme de formation.

Le non-respect de ces consignes expose la personne à des sanctions disciplinaires. ARTICLE 3 - CONSIGNES D'INCENDIE

Les consignes d'incendie et notamment un plan de localisation des extincteurs et des issues de secours sont affichés dans les locaux de l'organisme de formation [précisez le lieu si possible]. Le stagiaire doit en prendre connaissance. En cas d'alerte, le stagiaire doit cesser toute activité de formation et suivre dans le calme les instructions du représentant habilité de l'organisme de formation ou des services de secours.

Tout stagiaire témoin d'un début d'incendie doit immédiatement appeler les secours en composant le 18 à partir d'un téléphone fixe ou le 112 à partir d'un téléphone portable et alerter un représentant de l'organisme de formation.

séjourner en état d'ivresse ou sous l'emprise de drogue dans l'organisme de formation. Les stagiaires auront accès lors des pauses aux postes de distribution de

ARTICLE 5 - INTERDICTION DE FUMER

ARTICLE 4 - BOISSONS ALCOOLISÉES ET DROGUES

L'introduction ou la consommation de drogue ou de boissons alcoolisées dans les

locaux est formellement interdite. Il est interdit aux stagiaires de pénétrer ou de

Le responsable de l'organisme de formation entreprend les démarches appropriées en matière de soins et réalise la déclaration auprès de la caisse de Sécurité sociale

Il est formellement interdit de fumer dans les salles de formation et plus généralement dans l'enceinte de l'organisme de formation. ARTICLE 6 - ACCIDENT

compétente.

Le stagiaire victime d'un accident - survenu pendant la formation ou pendant le temps de trajet entre le lieu de formation et son domicile ou son lieu de travail – ou

le témoin de cet accident avertit immédiatement la direction de l'organisme de formation

boissons non alcoolisées.

ARTICLE 7 - ASSIDUITÉ DU STAGIAIRE EN FORMATION

Article 7.1. - Horaires de formation

Les stagiaires doivent se conformer aux horaires fixés et communiqués au préa-

SECTION 2 : DISCIPLINE GÉNÉRALE

lable par l'organisme de formation. Le non-respect de ces horaires peut entraîner des sanctions. Sauf circonstances exceptionnelles, les stagiaires ne peuvent s'absenter pendant

les heures de stage. Article 7.2. - Absences, retards ou départs anticipés En cas d'absence, de retard ou de départ avant l'horaire prévu, les stagiaires

doivent avertir l'organisme de formation et s'en justifier. L'organisme de formation informe immédiatement le financeur (employeur, admi-

Tout événement non justifié par des circonstances particulières constitue une faute passible de sanctions disciplinaires. De plus, conformément à l'article R6341-45 du Code du travail, le

nistration, Fongecif, Région, Pôle emploi,...) de cet événement.

pose à une retenue sur sa rémunération de stage proportionnelle à la durée de

Article 7.3. - Formalisme attaché au suivi de la formation

Le stagiaire est tenu de renseigner la feuille d'émargement au fur et à mesure

du déroulement de l'action. Il peut lui être demandé de réaliser un bilan de la formation.

stagiaire – dont la rémunération est prise en charge par les pouvoirs publics – s'ex-

Règlement intérieur d'un organisme de formation

mation et une attestation de présence au stage à transmettre, selon le cas, à son employeur/administration ou à l'organisme qui finance l'action. Le stagiaire remet, dans les meilleurs délais, à l'organisme de formation les documents qu'il doit renseigner en tant que prestataire (demande de rémunération

A l'issue de l'action de formation, il se voit remettre une attestation de fin de for-

ou de prise en charges des frais liés à la formation ; attestations d'inscription ou d'entrée en stage...).

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX DE FORMATION

Sauf autorisation expresse de la direction de l'organisme de formation, le stagiaire

ne peut : - entrer ou demeurer dans les locaux de formation à d'autres fins que la formation ; - v introduire, faire introduire ou faciliter l'introduction de personnes étrangères

- procéder, dans ces derniers, à la vente de biens ou de services.

ARTICLE 9 - TENUE Le stagiaire est invité à se présenter à l'organisme en tenue vestimentaire correcte.

[Des prescriptions vestimentaires spécifiques peuvent être édictées et transmises au stagiaire pour des formations exposant ce dernier à des risques particuliers en raison de l'espace de formation ou des matériaux utilisés.1 ARTICLE 10 - COMPORTEMENT

Il est demandé à tout stagiaire d'avoir un comportement garantissant le respect

réservé à l'activité de formation. L'utilisation du matériel à des fins personnelles

des règles élémentaires de savoir vivre, de savoir être en collectivité et le bon déroulement des formations.

ARTICLE 11 - UTILISATION DU MATÉRIEL Sauf autorisation particulière de la direction de l'organisme de formation, l'usage du matériel de formation se fait sur les lieux de formation et est exclusivement

Le stagiaire est tenu de conserver en bon état le matériel qui lui est confié pour la formation. Il doit en faire un usage conforme à son objet et selon les règles délivrées par le formateur.

Le stagiaire signale immédiatement au formateur toute anomalie du matériel.

SECTION 3: MESURES DISCIPLINAIRES

ARTICLE 12 - SANCTIONS DISCIPLINAIRES

rieur pourra faire l'objet d'une sanction prononcée par le responsable de l'organisme de formation ou son représentant. Tout agissement considéré comme fautif pourra, en fonction de sa nature et de sa gravité, faire l'objet de l'une ou l'autre des sanctions suivantes :

Tout manquement du stagiaire à l'une des prescriptions du présent règlement inté-

- rappel à l'ordre ; - avertissement écrit par le directeur de l'organisme de formation ou par son représentant;

- blâme ; - exclusion temporaire de la formation ;

- exclusion définitive de la formation.

Les amendes ou autres sanctions pécuniaires sont interdites.

Le responsable de l'organisme de formation ou son représentant informe de la

- l'employeur du salarié stagiaire ou l'administration de l'agent stagiaire (NDLR :

- et/ou le financeur du stage. ARTICLE 13 - GARANTIES DISCIPLINAIRES

l'administration):

Article 13.1. - Information du stagiaire

Aucune sanction ne peut être infligée au stagiaire sans que celui-ci ait été informé au préalable des griefs retenus contre lui.

uniquement quand la formation se réalise sur commande de l'employeur ou de

Toutefois, lorsqu'un agissement, considéré comme fautif, a rendu indispensable une mesure conservatoire d'exclusion temporaire à effet immédiat, aucune sanction définitive relative à cet agissement ne peut être prise sans que le stagiaire n'ait été au préalable informé des griefs retenus contre lui et éventuellement, que la procédure ci-après décrite ait été respectée.

Article 13.2. - Convocation pour un entretien Lorsque le directeur de l'organisme de formation ou son représentant envisage de

- prendre une sanction, il est procédé de la manière suivante : - il convoque le stagiaire - par lettre recommandée avec demande d'accusé de
- réception ou remise à l'intéressé contre décharge en lui indiquant l'objet de la
- la convocation indique également la date. l'heure et le lieu de l'entretien ainsi que

la possibilité de se faire assister par une personne de son choix stagiaire ou salarié

de l'organisme de formation.

Article 13.3. – Assistance possible pendant l'entretien

Au cours de l'entretien, le stagiaire peut se faire assister par une personne de son

choix, notamment le délégué du stage.

Le directeur ou son représentant indique le motif de la sanction envisagée et recueille les explications du stagiaire.

Article 13.4. - Prononcé de la sanction La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus de quinze jours après l'entretien

La sanction fait l'objet d'une notification écrite et motivée au stagiaire sous forme d'une lettre recommandée ou remise contre décharge.

SECTION 4: REPRÉSENTATION DES STAGIAIRES

(NDLR: section applicable si vous avez des actions d'une durée supérieure à

500 heures. Rien n'interdit de prévoir de telles dispositions, pour les actions d'une durée inférieure).

ARTICLE 14 - ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Dans les stages d'une durée supérieure à 500 heures, il est procédé simultané-

ment à l'élection d'un déléqué titulaire et d'un déléqué suppléant au scrutin uninominal à deux tours, selon les modalités suivantes : Tous les stagiaires sont électeurs et éligibles sauf les détenus. Le scrutin a

lieu, pendant les heures de la formation, au plus tôt 20 heures et au plus tard 40 heures après le début du stage ;

Le responsable de l'organisme de formation a la charge de l'organisation du scrutin. Il en assure le bon déroulement. Il adresse un procès-verbal de carence, transmis au préfet de région territorialement compétent, lorsque la représentation des

stagiaires ne peut être assurée.

ARTICLE 15 – DURÉE DU MANDAT DES DÉLÉGUÉS DES STAGIAIRES

Les délégués sont élus pour la durée du stage. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent, pour quelque cause que ce soit, de participer au stage. Si le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin du

stage, il est procédé à une nouvelle élection. ARTICLE 16 - RÔLE DES DÉLÉGUÉS DES STAGIAIRES

Les déléqués font toute suggestion pour améliorer le déroulement des stages et les conditions de vie des stagiaires dans l'organisme de formation. Ils présentent toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions d'hygiène et de sécurité et à l'application du règlement

intérieur

Fait à : le :

[Signature du directeur de l'organisme de formation]

et avant tout règlement de frais).

(NDLR : la signature du règlement intérieur par un stagiaire participant à une action de formation n'est pas prévue par le Code du travail. Une telle procédure peut

permettre de s'assurer que le stagiaire est bien informé de ses droits et obligations

avant l'entrée en formation. Toutefois, cette procédure ne doit pas déroger au prin-

cipe de la délivrance de ce document au plus tard avant son inscription définitive